

l'étincelle*

TECHNOCENTRE

Renault

Guyancourt

Lundi 4 mai 2009

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Lutter tous ensemble, pour ne pas crever !

Au lendemain d'un premier mai qui a rassemblé encore des centaines de milliers de travailleurs dans la rue, le gouvernement nous parle surtout de... grippe porcine. Certes, à partir de quelques foyers d'infection, la pandémie peut se propager à des millions. Comme après des années de licenciements, compression de salaires, financement des caisses patronales par celles de l'Etat, la crise a éclaté tout d'un coup comme une pandémie : 3 000 chômeurs de plus par jour, des milliers de milliards d'aides aux grands patrons et actionnaires...

Pas étonnant que les foyers de colère se multiplient, dans les entreprises, les hôpitaux, les universités. Pas étonnant que les électriciens et gaziers, les médecins aux côtés des enseignants chercheurs, les travailleurs menacés de licenciement de Caterpillar, Molex, Lear, Continental, Freescale et bien d'autres usines plus petites qui n'ont pas la faveur des télé, aient engagé des luttes. La tension monte. Face à la violence des patrons, des travailleurs n'hésitent pas à utiliser leur force collective et commencent à se faire craindre.

Quelques débuts de grève dans des usines PSA pour obtenir une indemnisation du chômage partiel similaire à celle arrachée par la grève à Toyota, ont fait céder. Le gouvernement vient de reporter un volet de sa réforme de l'hôpital pour mettre un pare-feu devant le mécontentement. Et des spécialistes de pérorer sur le « *déficit de dialogue social* » dont souffrirait le pays. Comme si déjà en France des représentants syndicaux ne passaient pas tout leur temps à courir les tables de négociations pour y accepter les sacrifices imposés aux travailleurs : augmentation du temps de travail, modération des salaires, baisse des retraites... sous prétexte d'éviter les licenciements, pour qu'arrive quand même la fermeture !

Ne nous y trompons pas, c'est la guerre que patronat et gouvernement ont déclenchée contre nous pour que nous soyons les seuls à payer la crise, tandis que dividendes et parachutes dorés remplissent l'escarcelle des exploiters. C'est donc la contre-offensive qu'il nous faut développer, à

l'exemple et à la suite de ceux qui ont déjà entamé des luttes, encore isolées. Ces luttes doivent se regrouper, se donner des objectifs communs, confluer vers la grève générale pour un programme commun et radical : interdiction des licenciements, paiement à 100 % du chômage partiel, augmentation des salaires et retraites de 300 euros par mois pour tous – et contrôle des travailleurs eux-mêmes sur la gestion patronale.

Les sales coups des grands patrons et du gouvernement ne sont pas les seuls obstacles dressés contre nous. Il y a aussi les voies de garage indiquées par les directions syndicales et politiques qui prétendent défendre nos intérêts.

Depuis janvier 2009, et après avoir laissé passer trois mois de crise sans réaction aucune, les dirigeants des confédérations syndicales se sont unis pour organiser des « journées » de manifestation : 29 janvier, 19 mars, 1^{er} mai. Sur un programme sans contenu ni mordant. C'est la colère du monde du travail qui en a fait des succès. Que vont décider les leaders syndicaux pour la suite, si ce n'est, au mieux, une ou deux nouvelles journées avant l'été ? La tâche que Sarkozy leur a fixée, et dont ils cherchent à s'acquitter, est de « canaliser » la colère.

Pour ce qui est de la gauche politique, on l'a vue fleurir le 1^{er} mai. Tous au rendez-vous : Verts, Parti communiste uni à Mélenchon dans un « Front de gauche », et même le Parti socialiste, leaders en tête. Ils étaient là pour nous proposer... de voter pour eux aux prochaines européennes, dans un mois, banc d'essai pour se placer en vue des futures présidentielles de 2012. Mais évidemment aucun programme pour les travailleurs ni plan de préparation de la riposte générale. Cela frise le grotesque de laisser croire qu'un bulletin de vote pourrait changer quoi que ce soit à nos vies.

Face aux conséquences dramatiques de la crise, il va falloir réagir nous-mêmes, tous ensemble à des millions que nous sommes, sur le seul terrain où nous sommes forts, celui de la lutte d'ensemble. Certains politiciens craignent la « révolution » ? Oui il en reste une à faire.

AI = Arnaque Intégrale

Les Augmentations Individuelles des APR et des ETAM se réduisent comme peau de chagrin : 1,5 % en 2007, 1,2 % en 2008, 0,5 % en 2009. Et cette année, les AI seront annoncées en mai, alors que l'an dernier c'était en avril et auparavant en janvier.

Plutôt que des miettes données à la tête du client, une augmentation générale des salaires de 300 €, voilà qui regonflerait le pouvoir d'achat.

Prime d'avril, prime volatile

La paie d'avril est tombée. Beaucoup plus légère qu'en avril 2008 pour les ingénieurs et cadres, privés cette année de prime de performance individuelle. Leur performance a-t-elle été moins bonne que l'année dernière ? Evidemment non.

Les primes individuelles et variables sont aléatoires. Rien ne vaut une augmentation du salaire de base.

Inversons les priorités

Au CCE du 29 avril, la direction a annoncé plus de 6400 départs pour 6000 prévus dans le cadre du PRV. Cela ferait en France 4100 salariés Renault maison mère et un millier dans les filiales, plus 1350 dans les filiales d'Europe occidentale. Si on rajoute les milliers de prestataires dont Renault s'est débarrassé, le résultat est un plan social massif.

Renault a pourtant déclaré 600 millions d'euros de bénéfices, versé 1 milliard de dividende en 2008 et touché des milliards d'aides publiques. Des milliards qui serviront en priorité à rétablir la marge opérationnelle de Renault au détriment de l'emploi et des salaires.

Madame Irma

En fonction de ses prévisions de charge, la direction avait imposé à une partie de la DIPV (ex-CRPV) une période haute au début de l'année, et programmé une période basse à la fin de l'année. De la grande prévision puisqu'elle vient de supprimer cette période basse... en prévision cette fois du chômage partiel.

En prime, les salariés qui ont capitalisé des jours pendant la période haute ne pourront pas y toucher en 2009. Sûrement la façon de la direction de dire merci.

La directrice joue la fille de l'RH

La remplaçante de Sciberras s'en va dans le PRV. La nouvelle DRH des ingénieries Renault ne sera restée que quelque mois.

On savait que les Ressources Humaines n'avaient pas la cote auprès des salariés. Auprès des RH non plus ?

Engagez-vous qu'ils disaient

Le nouveau processus de mobilité est arrivé : le salarié ne pourra pas refuser plus de trois propositions successives faites par les comités de carrière. A la suite de quoi il sera convoqué pour des explications. Ça ressemble au « pôle emploi »... en pire puisqu'à Renault il sera interdit de rechercher soi-même un poste.

Ce n'est pas encore l'armée, mais on y vient.

Soldes chez Renault

Renault va vendre 138 immeubles à caractère tertiaire, commercial et logistique, dont 72 en France. Tout est bon pour faire du cash. Le site I-DVU de Villers Saint Frédéric comme Le Gradient sont concernés. La vente commencerait dès juillet 2009 et devrait rapporter 1 milliard d'euros à Renault.

Une fois empoché le produit de ces ventes, Renault deviendra locataire des bâtiments. Pas sûr que ça sera aussi profitable à long terme.

Cadres à part

La CFE-CGC de PSA a critiqué l'accord sur le chômage partiel signé par la CGC de Renault.

« Sous couvert de solidarité, il y a une remise en cause... des 35 heures » ou encore « les horaires des cadres, dont l'entreprise a largement bénéficié depuis des années, ne doivent pas être une variable d'ajustement lors de difficultés économiques » ont déclaré ses représentants.

Puisque c'est la CGC qui le dit.

L'union sacrée sur le dos des travailleurs

Pendant qu'Obama annonçait le rachat de 20 % de Chrysler par Fiat, Chrysler proposait de payer ses dettes au fonds de retraite de l'entreprise en actions. Et comme ce fonds sera géré désormais par le syndicat de l'automobile (UAW), celui-ci détiendrait 55 % des actions de Chrysler. L'Etat américain aurait 10 %, des actionnaires privés le reste.

Tout cela en échange de la paix sociale : l'UAW a déjà signé un accord sur des baisses de salaire et s'est engagé à ne pas recourir à la grève jusqu'en... 2015 ! Pas sûr que les ouvriers de Chrysler acceptent ce « new deal » fait sur leur dos.

La grève, ça paie !

A l'usine d'Aulnay, la direction de Citroën a supprimé des dimanches supplémentaires suite à un débrayage de l'équipe de nuit. Et à Saint Ouen, elle vient de réduire le nombre de samedis travaillés suite à 1 jour de grève.

Le patronat a peur d'une extension des grèves. C'est le moment de passer à la contre offensive !